



L'AEFO est toujours prête à négocier mais rejette une entente « copiée-collée » pour ses membres

Ottawa, le 6 juillet 2012 - Le système d'éducation financé par les fonds publics de l'Ontario est l'un des meilleurs au monde parce qu'il repose sur un excellent personnel enseignant et personnel de soutien. Aujourd'hui, l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) a joint sa voix à celle de trois autres syndicats de l'éducation pour demander au gouvernement ontarien de respecter ce personnel, ainsi que le processus de négociation collective.

Dans le cadre d'une conférence de presse conjointe à Toronto, les porte-parole de l'AEFO, de l'Elementary Teachers' Federation of Ontario (ETFO), de l'Ontario Secondary School Teachers' Federation (OSSTF) et du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) ont enjoint le gouvernement de sauvegarder la qualité et la stabilité du système d'éducation de la province. Les syndicats s'opposent notamment à ce que le gouvernement impose à leurs membres l'entente conclue hier avec l'Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA).

« L'AEFO croit fermement à la négociation collective, affirme sa première vice-présidente, Anne-Vinet Roy. Nous pensons que si toutes les parties font preuve d'ouverture d'esprit et d'une réelle volonté de négocier, il est possible de trouver des solutions gagnantes-gagnantes. »

« L'AEFO est toujours prête à reprendre les discussions à la Table provinciale si le gouvernement et les conseils scolaires se montrent plus flexibles pour identifier des solutions qui répondraient aux réalités particulières de nos membres, ajoute Mme Vinet-Roy. Nous pensons que ce serait faire fausse route que d'imposer une entente « copiée-collée » à partir de celle de l'OECTA. »

« Tel que prévu par la *Loi sur les relations de travail*, l'AEFO se prépare à entamer des négociations à l'échelon local avec chacun des conseils scolaires peu après la rentrée à l'automne, affirme Mme Vinet-Roy. Nous espérons que le gouvernement ne cherchera pas à imposer sa volonté en légiférant, mais que, conformément aux nombreuses déclarations du premier ministre McGuinty, il respectera à la fois le personnel scolaire et le processus des négociations collectives. »

L'AEFO compte quelque 10 000 membres. Elle représente les enseignantes et enseignants et quelques groupes de personnel professionnel, administratif et de soutien des écoles élémentaires et secondaires de langue française en Ontario, ainsi que des travailleuses et travailleurs d'autres établissements francophones de la province.

- 30 -

Renseignements :

Marie-Élisabeth Brunet, responsable des communications 613 244-2336

613 850-6410 (cell.)